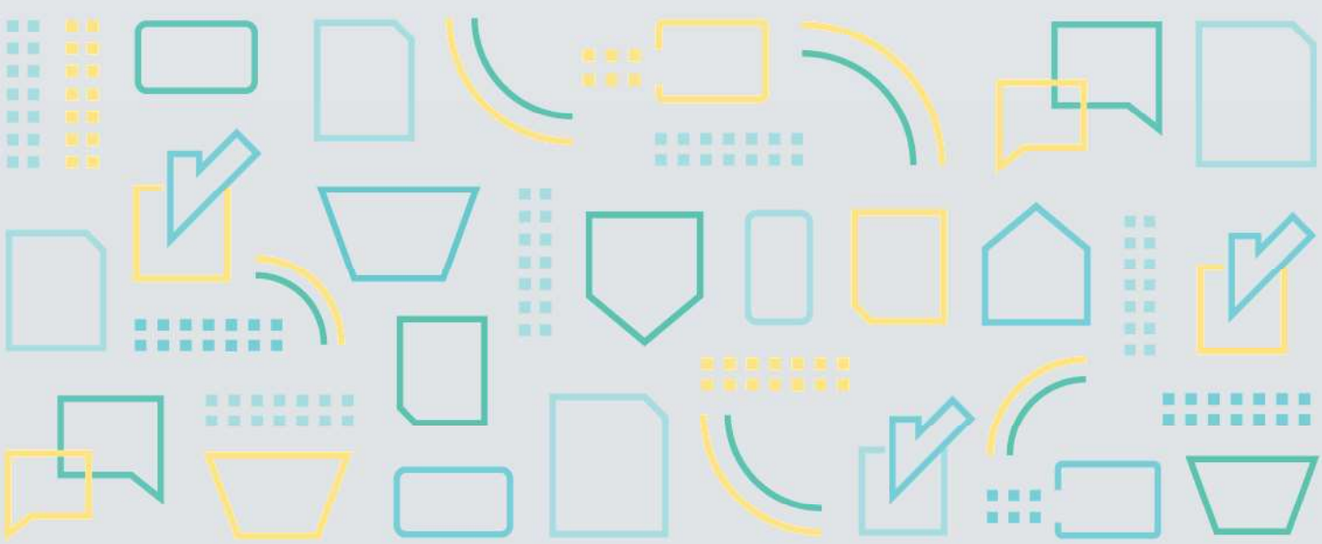
26 AVRIL 2023

**Office de la protection du consommateur**

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

# Renseignements généraux



Office de la protection du consommateur Québec

# Demande de renseignements généraux

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.1 | Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :<br>A. Les endroits et dates de départ et de retour;<br>B. La copie des programmes et rapports de mission;<br>C. Les personnes rencontrées;<br>D. Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);<br>E. Les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;<br>F. Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;<br>G. Pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;<br>H. La liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :<br>• les détails de ces ententes;<br>• les résultats obtenus à ce jour;<br>I. Les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. | 1 |
| G.2 | Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :<br>A. Les raisons du déplacement;<br>B. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;<br>C. Les coûts ventilés;<br>D. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. | 2 |
| G.3 | Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :<br>A. La ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;<br>B. Les noms des firmes de publicité retenues;<br>C. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);<br>D. Le but visé par chaque dépense;<br>E. Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;<br>F. Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie. | 3 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.4 | Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :<br><br><u>Par le cabinet ministériel :</u><br>A. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;<br>B. Le but visé par chaque dépense;<br>C. Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;<br>D. Si l'événement s'est tenu virtuellement.<br><br><u>Par le Ministère ou l'organisme :</u><br>E. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;<br>F. Le but visé par chaque dépense;<br>G. Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;<br>H. Si l'événement s'est tenu virtuellement.<br><br><u>Par un professionnel ou par une firme externe :</u><br>I. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;<br>J. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;<br>K. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);<br>L. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;<br>M. Le but visé par chaque dépense;<br>N. Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;<br>O. Si l'événement s'est tenu virtuellement. | 4 |
| G.5 | La liste des dépenses en formation de communication :<br><br><u>Organisée par le Ministère ou l'organisme :</u><br>A. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;<br>B. Le but recherché par chaque dépense;<br>C. Le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.<br><br><u>Données par un professionnel ou une firme externe :</u><br>D. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;<br>E. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;<br>F. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);<br>G. La liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;<br>H. Le but visé par chaque dépense;<br>I. Nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. | 5 |
| G.6 | Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :<br>A. Les noms du professionnel ou de la firme;<br>B. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);<br>C. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);<br>D. La date d'octroi du contrat;<br>E. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;<br>F. L'échéancier;<br>G. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.<br><br>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer. | 6 |
| G.7 | Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du Ministère ou de l'organisme, en indiquant :<br>A. La liste des soumissions et le montant de chacune;<br>B. La grille d'évaluation des soumissions;<br>C. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;<br>D. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;<br>E. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation. | 9 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.8 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :<br>A. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;<br>B. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);<br>C. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;<br>D. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;<br>E. Une description de son mandat;<br>F. La date de début de son contrat;<br>G. La date prévue de fin de son contrat;<br>H. Sa rémunération annuelle. | 10 |
| G.9 | Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère, indiquer :<br>A. Le nom du projet;<br>B. La nature du projet;<br>C. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);<br>D. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;<br>E. Les plus récentes évaluations du coût du projet;<br>F. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;<br>G. L'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;<br>H. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;<br>I. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;<br>J. Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;<br>K. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :<br>– la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le Ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;<br>L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;<br>M. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023. | 11 |
| G.10 | Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :<br>A. Les coûts estimés par année;<br>B. Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;<br>C. Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;<br>D. La liste des fournisseurs;<br>E. Une copie du plan de déploiement. | 12 |
| G.11 | De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du Ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :<br>A. La photocopie;<br>B. Le mobilier de bureau;<br>C. L'ameublement;<br>D. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;<br>E. Le distributeur d'eau de source;<br>F. Le remboursement des frais de transport;<br>G. Le remboursement des frais d'hébergement;<br>H. Le remboursement des frais de repas;<br>I. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;<br>J. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<br>I. a) au Québec;<br>II. b) à l'extérieur du Québec. | 13 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.12 | De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du Ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :<br>A. Le coût des contrats téléphoniques;<br>B. Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le Ministère ou l'organisme;<br>C. Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le Ministère ou l'organisme;<br>D. Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;<br>E. Le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);<br>F. Le coût d'acquisition des appareils;<br>G. Le coût d'utilisation des appareils;<br>H. Les noms des fournisseurs;<br>I. Les ordinateurs portables;<br>J. Les iPad ou autre type de tablette électronique. | 14 |
| G.13 | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :<br>A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;<br>B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;<br>C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;<br>D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;<br>E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :<br>– le coût moyen par employé, selon la classe de travail;<br>F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;<br>G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;<br>H. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;<br>I. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);<br>J. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;<br>K. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;<br>L. Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);<br>M. Le nombre d'employés permanents et temporaires;<br>N. Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;<br>O. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;<br>P. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;<br>Q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région. | 15 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.14 | Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :<br>A. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;<br>B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;<br>C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. | 19 |
| G.15 | Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :<br>A. L'emplacement de la location;<br>B. La superficie totale pour chaque local loué;<br>C. Le coût total de ladite location;<br>D. Les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;<br>E. La durée du bail;<br>F. Le propriétaire de l'espace loué;<br>G. En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.<br>H. La superficie totale réellement occupée;<br>I. La superficie inoccupée;<br>J. Le coût de location au mètre carré;<br>K. Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant. | 20 |
| G.16 | Concernant les actifs immobiliers excédentaires du Ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :<br>A. La liste des actifs excédentaires inoccupés;<br>B. La valeur estimée de ceux-ci;<br>C. Les coûts d'entretien annuel;<br>D. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci. | 21 |
| G.17 | Pour la Direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :<br>A. Les dates des travaux;<br>B. Les coûts;<br>C. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. | 22 |
| G.18 | Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :<br>A. La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;<br>B. Le titre de la fonction;<br>C. L'adresse du port d'attache;<br>D. La masse salariale totale par cabinet;<br>E. Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;<br>F. La prime de départ versée, le cas échéant;<br>G. La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;<br>H. La description de tâches;<br>I. Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;<br>J. Le nombre total d'employés au cabinet;<br>K. Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;<br>L. S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État. | 23 |
| G.19 | Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du Ministre, du Ministre délégué, du Ministère ou de l'organisme, en indiquant :<br>A. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;<br>B. La circonscription électorale;<br>C. Le montant attribué;<br>D. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le Ministère ou l'organisme. | 24 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.20 | Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le Ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce Ministère :<br>A. Le nom de la personne;<br>B. Le poste occupé;<br>C. Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;<br>D. L'assignation initiale et l'assignation actuelle;<br>E. La date de l'assignation hors structure;<br>F. La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;<br>G. Les prévisions pour 2023-2024. | 25 |
| G.21 | Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :<br>A. Le poste initial;<br>B. Le salaire;<br>C. Le poste actuel, s'il y a lieu;<br>D. La date de la mise en disponibilité;<br>E. Les prévisions pour 2023-2024. | 26 |
| G.22 | Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le Ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :<br>A. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);<br>B. Par catégorie d'âge;<br>C. Prévisions pour 2023-2024. | 27 |
| G.23 | Liste du personnel rémunéré par le Ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :<br>A. Le nom de la personne;<br>B. Le poste occupé et le nom de l'organisme;<br>C. Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;<br>D. L'assignation initiale;<br>E. L'assignation actuelle;<br>F. La date de l'assignation hors structure;<br>G. La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. | 28 |
| G.24 | Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du Ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :<br>A. Le coût de chacun;<br>B. Le fournisseur;<br>C. La nature du service;<br>D. S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.<br><br>Ventiler le montant total par catégorie. | 29 |
| G.25 | Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le Ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre. | 30 |
| G.26 | Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :<br>A. Le nom du site Web;<br>B. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;<br>C. Les coûts de construction du site;<br>D. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;<br>E. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);<br>F. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);<br>G. Les coûts liés à la réservation de noms de domaines;<br>H. La fréquence moyenne de mise à jour;<br>I. Le responsable du contenu sur le site. | 31 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.27 | Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par Ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :<br>A. Les régions et les villes visitées;<br>B. Les personnes et organismes rencontrés;<br>C. Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;<br>D. Les raisons du déplacement;<br>E. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;<br>F. Les coûts ventilés;<br>G. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. | 32 |
| G.28 | La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :<br>A. Le détail des mandats;<br>B. Le coût (déplacements, etc.);<br>C. Le nombre de ressources affectées;<br>D. Le nombre de rencontres;<br>E. Le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;<br>F. L'objet;<br>G. Les dates. | 33 |
| G.29 | Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du Ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation. | 34 |
| G.30 | Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024. | 35 |
| G.31 | L'inventaire complet des services tarifés que le Ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du Ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024. | 36 |
| G.32 | Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. | 37 |
| G.33 | Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le Ministère ou l'organisme. | 38 |
| G.34 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis. | 39 |
| G.35 | Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet. | 40 |
| G.36 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. | 41 |
| G.37 | Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire. | 42 |
| G.38 | La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle. | 43 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.39 | Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement. | 44 |
| G.40 | Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :<br>A. La dépense totale (opération et capital);<br>B. Les grands dossiers en cours;<br>C. Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;<br>D. Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;<br>E. Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques. | 45 |
| G.41 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). | 46 |
| G.42 | Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :<br>A. La dépense totale relative au paiement des cotisations;<br>B. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;<br>C. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations. | 47 |
| G.43 | Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le Ministère ou l'organisme, indiquer :<br>A. La date;<br>B. La nature;<br>C. Les questions posées;<br>D. Les réponses;<br>E. La firme retenue;<br>F. Les coûts. | 48 |
| G.44 | Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le Ministère ou l'organisme, indiquer :<br>A. Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;<br>B. Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant. | 49 |
| G.45 | Tout montant dépensé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du Ministère ou de l'organisme. | 50 |
| G.46 | Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:<br>A. Fournir tout scénario et étude réalisée par le Ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;<br>B. Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du Ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;<br>C. Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018. | 51 |
| G.47 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :<br>E. Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024. | 52 |
| G.48 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure:<br>H. Plan d'action de développement durable. | 53 |
| G.49 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :<br>I. Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022. | 54 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.50 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :<br>A. Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse. | 55 |
| G.51 | Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du Ministère ou de l'organisme :<br>A. Nombre total d'employés au sein du Ministère ou de l'organisme;<br>B. Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;<br>C. Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;<br>D. Proportion de l'effectif total du Ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;<br>E. Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine. | 56 |
| G.52 | Sommes dépensées par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail. | 57 |
| G.53 | Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du Ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :<br>A. Les sommes dépensées;<br>B. Le nombre de demandes au programme d'aide aux employés (PAE);<br>C. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière. | 58 |
| G.54 | Pour tout contrat accordé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :<br>A. Copie du contrat;<br>B. Date de fin prévue du contrat;<br>C. Valeur prévue du contrat;<br>D. Sommes dépensées à ce jour. | 59 |
| G.55 | Pour tout contrat accordé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :<br>A. Copie du contrat;<br>B. Date de fin prévue du contrat;<br>C. Valeur prévue du contrat;<br>D. Sommes dépensées à ce jour. | 60 |
| G.56 | Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages :<br>A. Nombre de stagiaires reçus;<br>B. Heures de stages effectuées;<br>C. Rémunération totale déboursée. | 61 |
| G.57 | Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans. | 62 |
| G.58 | Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant. | 63 |
| G.59 | Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de COVID-19. | 64 |
| G.60 | Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature. | 65 |
| G.61 | Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre Ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans. | 66 |
| G.62 | Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants. | 67 |
| G.63 | Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie. | 68 |
| G.64 | Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles. | 69 |
| G.65 | Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans. | 70 |
| G.66 | Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :<br>A. Le nombre d'autorisations;<br>B. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;<br>C. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;<br>D. Le montant accordé;<br>E. Les motifs de la demande. | 71 |

| Demande de renseignements | | Page |
|---|---|---|
| G.67 | Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :<br>A. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;<br>B. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);<br>C. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;<br>D. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours. | 72 |
| G.68 | Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :<br>A. Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;<br>B. Fournir la liste des salaires versés. | 73 |
| G.69 | La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes. | 74 |

N.B. À moins d'indication contraire, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 28 février 2023.

**Étude des crédits 2023-2024**
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---|---|---|---|
| NR1 | PLQ-4 | Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet. | Répondue par la réponse à la question 3 |
| NR2 | PLQ-7<br>PQ-6 | La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction. | Répondue par la réponse à la question 5 |
| NR3 | PLQ-15m<br>PQ-16l | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR4 | PQ-17c | Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées. | Répondue par la réponse à la question 14a |
| NR5 | PLQ-19 | Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété. | Répondue par la réponse à la question 16 |
| NR6 | PLQ-22<br>PQ-19 | De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. | Répondue par la réponse à la question 17 |
| NR7 | PLQ-28<br>PQ-25 | Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024. | Répondue par la réponse à la question 13o |
| NR8 | PLQ-29<br>PQ-26 | Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission. | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR9 | PLQ-34<br>PQ-31 | Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR10 | PLQ-52 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). | Répondue par la réponse à la question 37 |
| NR11 | PLQ-70 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.) | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR12 | PLQ-71 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR13 | PLQ-72 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR14 | QS-1 | Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère. | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR15 | QS-2 | Nombre de postes total et proportion de postes non comblés. | Répondue par la réponse à la question 13q |
| NR16 | QS-9 | Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR17 | QS-13 | Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans. | Répondue par la réponse à la question 53 |
| NR18 | QS-16 | Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans. | Répondue par la réponse à la question 15 |
| NR19 | QS-25 | Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans. | Répondue par la réponse à la question 38 |
| NR20 | QS-26 | Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet. | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR21 | PQ-11 | Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR22 | PLQ-49a | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR23 | PLQ-49b<br>PQ-53 | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR24 | PLQ-49c | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR25 | PLQ-49d | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord. | Répondue par la Société du Plan Nord |
| NR26 | PLQ-50<br>PQ-54 | Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. | Répondue par le ministère de la Justice |
| NR27 | PLQ-64a | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR28 | PLQ-64b | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec. | Répondue par le ministère de la Culture et des Communications |
| NR29 | PLQ-64c | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire. | Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec |
| NR30 | PLQ-64d | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---|---|---|---|
| NR31 | PLQ-64f | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |
| NR32 | PLQ-64g | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025. | Répondue par le ministère de la Famille |
| NR33 | PLQ-64i | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR34 | PLQ-64j | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR35 | PLQ-64k | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |
| NR36 | PLQ-64m | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |
| NR37 | PLQ-64n | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR38 | PLQ-64o | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR39 | PLQ-64p | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR40 | PLQ-64q | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR41 | PLQ-64r | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons». | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR42 | PLQ-64s | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux». | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR43 | PLQ-64t | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR44 | PLQ-64u | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes. | Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration |
| NR45 | PLQ-64v | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ». | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR46 | PLQ-64w | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR47 | PLQ-64x | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR48 | PLQ-64y | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR49 | PLQ-64z | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR50 | PLQ-64aa | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR51 | PLQ-64bb | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR52 | PLQ-64cc | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025. | Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie |
| NR53 | PLQ-64dd | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027. | Répondue par le ministère des l'Éducation |
| NR54 | PLQ-64ee | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025. | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR55 | PLQ-64ff | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges». | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR56 | PLQ-64gg | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie. | Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |
| NR57 | PLQ-64hh | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---|---|---|---|
| NR58 | PLQ-64ii | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030. | Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec |
| NR59 | PLQ-64jj | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR60 | PLQ-64kk | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR61 | PLQ-64ll | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR62 | PLQ-64mm | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec. | Répondue par le ministère de la Culture et des Communications |
| NR63 | PLQ-64nn | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme. | Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme |
| NR64 | PLQ-64pp | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ». | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR65 | PLQ-64qq | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR66 | PLQ-64rr | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens). | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR67 | PLQ-64ss | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR68 | PLQ-64tt | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR69 | PLQ-64uu | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023. | Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique |
| NR70 | PLQ-64vv | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030. | Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR71 | PLQ-64ww | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois. | Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec |
| NR72 | PLQ-64xx | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR73 | PLQ-64yy | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR74 | PLQ-64zz | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR75 | PLQ-64aaa | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR76 | PLQ-64bbb | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR77 | PLQ-64ccc | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR78 | PLQ-64ddd | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR79 | PLQ-64eee | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR80 | PLQ-64fff | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" |
| NR81 | QS-5 | Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes |
| NR82 | QS-6 | Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones. | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR83 | QS-7 | Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés. | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR84 | QS-8 | Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |

**Étude des crédits 2023-2024**
**Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif**

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---|---|---|---|
| NR85 | QS-17 | Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées. | Répondue par le ministère de la Justice |
| NR86 | PQ-9 | Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR87 | PQ-45 | Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés. | Répondue par le ministère du Conseil exécutif |
| NR88 | PQ-50 | Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR89 | PQ-51 | Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR90 | PQ-52 | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR91 | PLQ-15h<br>PQ-16g | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR92 | PLQ-15s | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction; | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR93 | PLQ-18 | Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR94 | PLQ-38<br>PQ-36 | La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR95 | PLQ-54 | Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR96 | PLQ-56 | La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR97 | PLQ-57 | Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR98 | PLQ-61 | Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR99 | PLQ-63 | Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française; | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR100 | PLQ-65 | Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR101 | PLQ-66 | Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR102 | PLQ-67 | Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR103 | PLQ-68 | Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR104 | QS-3 | Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR105 | QS-18 | Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR106 | QS-20 | Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR107 | QS-23 | Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR108 | PQ-47 | Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR109 | PQ-55 | Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34). | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |

| | |
|---|---|
| Question 01 | **Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :**<br><br>**A. Les endroits et dates de départ et de retour;**<br>**B. La copie des programmes et rapports de mission;**<br>**C. Les personnes rencontrées;**<br>**D. Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);**<br>**E. Les noms des ministres, des députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**<br>**F. Le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;**<br>**G. Pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;**<br>**H. La liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :**<br>**• les détails de ces ententes;**<br>**• les résultats obtenus à ce jour;**<br>**I. Les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.** |

| Voyage | Coût |
|---|---|
| **Participation d'une employée au Congrès international Médiations 2022**<br>A. Du 4 au 7 octobre 2022, à Angers (France);<br>B. Présentation des résultats de l'Office et de son outil de règlement de litiges entre consommateur et commerçant, Parle consommation;<br>D. Aucun. Les coûts ont été assumés par l'organisation du Congrès international Médiations 2022;<br>E. Marie-Claude Carmichael, coordonnatrice de la plateforme Parle consommation, employée de l'Office. | 0 $ |

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/titulaire/deplacement/. En ce qui concerne la réponse à la sous-question F., elle est incluse dans la réponse à la question 45.

| | |
|---|---|
| Question 02 | **Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :**<br><br>**A. Les raisons du déplacement;**<br>**B. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**<br>**C. Les coûts ventilés;**<br>**D. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 03 | **Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**<br><br>**A. La ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;**<br>**B. Les noms des firmes de publicité retenues;**<br>**C. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**<br>**D. Le but visé par chaque dépense;**<br>**E. Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;**<br>**F. Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.** |

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24) : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/publicite/.

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/. Pour les contrats 25 000 $ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

| | |
|---|---|
| Question 04 | **Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :**<br><br>**Par le cabinet ministériel :**<br>**A. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;**<br>**B. Le but visé par chaque dépense;**<br>**C. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;**<br>**D. Si l'événement s'est tenu virtuellement.**<br><br>**Par le Ministère ou l'organisme :**<br>**E. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;**<br>**F. Le but visé par chaque dépense;**<br>**G. Le nombre total et la liste d'événements, ventilé par type d'événement;**<br>**H. Si l'événement s'est tenu virtuellement.**<br><br>**Par un professionnel ou par une firme externe :**<br>**I. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;**<br>**J. Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;**<br>**K. La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);**<br>**L. La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;**<br>**M. Le but visé par chaque dépense;**<br>**N. Le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;**<br>**O. Si l'événement s'est tenu virtuellement.** |

Aucune.

| | |
|---|---|
| Question 05 | **La liste des dépenses en formation de communication :**<br><br>**Organisée par le Ministère ou l'organisme :**<br>**A. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;**<br>**B. Le but recherché par chaque dépense;**<br>**C. Le nombre total et la liste des formations ventilée par catégorie.**<br><br>**Données par un professionnel ou une firme externe :**<br>**D. Les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;**<br>**E. Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;**<br>**F. Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);**<br>**G. La liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;**<br>**H. Le but visé par chaque dépense;**<br>**I. Le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.** |

Aucune.

| | |
|---|---|
| Question 06 | **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :**<br><br>**A. Les noms du professionnel ou de la firme;**<br>**B. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);**<br>**C. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);**<br>**D. La date d'octroi du contrat;**<br>**E. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;**<br>**F. L'échéancier;**<br>**G. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.**<br><br>**Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.** |

| Fournisseur | Objet | Mode d'octroi | Montant |
|---|---|---|---|
| Barreau du Québec | Formation | Gré à gré | 2 568 $ |
| BCL Purificateurs d'eau inc. | Service d'entretien et de réparation de purificateurs d'eau | Gré à gré | 1 021 $ |
| Bell Canada (Compagnie de téléphone Bell du Canada) | Publier les coordonnées des bureaux dans les pages bleues | Gré à gré | 4 220 $ |
| Bourgeois, Stéphane | Services de photographie | Gré à gré | 1 000 $ |
| Centre de médiation St-Hubert inc. | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 1 485 $ |
| Cité médicale de Montréal | Expertise médicale | Gré à gré | 2 650 $ |
| Compugenn inc. | Services infonuagiques | Gré à gré | 3 806 $ |
| CNW Telbec | Diffuser des communiqués de presse | Commande de biens/demande d'exécution | 3 990 $ |
| Cynergit inc. | Services de conseils technologiques en sécurité | Gré à gré | 2 828 $ |
| De Cardaillac, Françoise | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 6 270 $ |
| Déménagement Martin | Travaux d'aménagement – bureau de Sherbrooke | Gré à gré | 2 033 $ |
| Déménagement Sympathiques | Travaux d'aménagement – bureau de Montréal | Gré à gré | 9 231 $ |
| Déménagement Tremblay Express | Travaux d'aménagement – bureau de Jonquière | Gré à gré | 2 096 $ |
| Deschamps impression inc. | Fournir des services d'impression | Gré à gré | 1 139 $ |
| Dupont, Caroline | Services de narration – messagerie téléphonique | Gré à gré | 1 300 $ |
| Édifice les Façades inc. | Effectuer de menus travaux de déménagement et d'entretien au bureau de Québec | Gré à gré | 2 187 $ |
| Éditions Protégez-Vous inc. (Les) | Abonnement | Gré à gré | 2 448 $ |
| Équilibre boutique traiteur inc. | Services de traiteur | Gré à gré | 1 099 $ |

Question 06 **Suite**

| Fournisseur | Objet | Mode d'octroi | Montant |
|---|---|---|---|
| EPM Mecanic | Travaux d'entretien et de remplacement des systèmes de climatisation | Gré à gré | 4 487 $ |
| Facebook | Campagnes de publicités Web | Gré à gré | 11 976 $ |
| Gagnon, Marie | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 4 290 $ |
| Gembox software | Utilitaire de développement | Gré à gré | 1 501 $ |
| Gilbert, Christian | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 6 765 $ |
| Groupe ETR | Services d'impression | Gré à gré | 2 221 $ |
| Groupe Toumoro | Entretien et mise à jour du site Web | Gré à gré | 11 008 $ |
| I.C.I Influence communications | Activité de veille médiatique | Gré à gré | 14 964 $ |
| Michaud, Réjean | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 6 435 $ |
| Northern micro inc. | Acquisition matériel et équipement informatique | Gré à gré | 12 287 $ |
| Novexe inc. | Services conseils en migration de solution technologique | Gré à gré | 7 381 $ |
| N'Kaa Bibi Batera, Clarisse | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 5 940 $ |
| Paquette & associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L. | Fournir des services d'huissiers | Gré à gré | 8 618 $ |
| Pige communication inc. | Travaux d'éditions | Gré à gré | 3 918 $ |
| Présence informatique inc. | Acquisition de matériel et d'équipement informatique | Gré à gré | 5 899 $ |
| Publication Mass-Media inc. | Abonnement – Le courrier parlementaire | Gré à gré | 2 150 $ |
| Purolator inc. | Fournir des services de messagerie | Commande de biens/demande d'exécution | 9 177 $ |
| Raymond, Catherine | Services de conférencière | Gré à gré | 2 260 $ |
| Regroupement des réseaux en santé des personnes au travail | Fournir des outils de formation sur la santé des personnes | Gré à gré | 3 547 $ |
| Ross & Sheehan inc. | Effectuer des travaux de traduction | Gré à gré | 2 049 $ |
| Sauvé, Alain | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 5 445 $ |
| Science DBA | Services conseils en entretien de serveurs | Gré à gré | 4 680 $ |
| Secure Exchanges | Services infonuagique | Gré à gré | 1 224 $ |

## Question 06

**Suite**

| Fournisseur | Objet | Mode d'octroi | Montant |
|---|---|---|---|
| Services conseils RDI inc. | Hébergement des données du plan de relève informatique | Gré à gré | 1 350 $ |
| Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec | Services d'interprète | Gré à gré | 2 320 $ |
| Sonnenschein, Solomon | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 6 765 $ |
| Softchoice LP | Droits d'utilisation de services logiciels | Gré à gré | 1 149 $ |
| Stericycle | Services de destruction de documents | Gré à gré | 1 566 $ |
| Synovatec inc. | Conseiller notamment en virtualisation et en architecture d'infrastructure technologique | Gré à gré | 17 539 $ |
| Terranova Worldwide Corporation | Services conseils en sécurité de l'information | Gré à gré | 5 500 $ |
| Totalmed Solutions Santé inc. | Expertise médicale | Gré à gré | 2 300 $ |
| Thomas Reuters Canada | Abonnement | Gré à gré | 2 525 $ |
| Tremblay, Josée | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 3 300 $ |
| Turgeon, Alain | Fournir des services de médiation en ligne | Gré à gré | 5 280 $ |
| Videotron Ltee | Abonnement | Gré à gré | 1 441 $ |
| Wilson et Lafleur inc. | Abonnement et ouvrages | Gré à gré | 4 752 $ |

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| | |
|---|---|
| Question 07 | **Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du Ministère ou de l'organisme, en indiquant :**<br><br>**A. La liste des soumissions et le montant de chacune;**<br>**B. La grille d'évaluation des soumissions;**<br>**C. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;**<br>**D. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;**<br>**E. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.** |

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/.

| | |
|---|---|
| Question 08 | **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2022-2023 :**<br><br>**A. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**<br>**B. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**<br>**C. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**<br>**D. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**<br>**E. Une description de son mandat;**<br>**F. La date de début de son contrat;**<br>**G. La date prévue de fin de son contrat;**<br>**H. Sa rémunération annuelle.** |

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : http://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| | |
|---|---|
| Question 09 | **Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère, indiquer :**<br><br>**A. Le nom du projet;**<br>**B. La nature du projet;**<br>**C. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);**<br>**D. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;**<br>**E. Les plus récentes évaluations du coût du projet;**<br>**F. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;**<br>**G. L'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;**<br>**H. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**<br>**I. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;**<br>**J. Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;**<br>**K. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du Ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du Ministère :**<br>**• La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le Ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.**<br>**L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;**<br>**M. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.** |

**M. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI**

Aucune.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 $ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

| | |
|---|---|
| Question 10 | **Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :**<br><br>**A. Les coûts estimés par année;**<br>**B. Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;**<br>**C. Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;**<br>**D. La liste des fournisseurs;**<br>**E. Une copie du plan de déploiement.** |

**B. Les coûts totaux réels pour l'hébergement de données**

25 700 $

**C. Les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité**

Aucun.

**D. La liste des fournisseurs**

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique.

| | |
|---|---|
| Question 11 | **De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du Ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du Ministre, le montant, pour 2022-2023 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**<br><br>**A. La photocopie;**<br>**B. Le mobilier de bureau;**<br>**C. L'ameublement;**<br>**D. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;**<br>**E. Le distributeur d'eau de source;**<br>**F. Le remboursement des frais de transport;**<br>**G. Le remboursement des frais d'hébergement;**<br>**H. Le remboursement des frais de repas;**<br>**I. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;**<br>**J. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**<br>**I. A. Au Québec;**<br>**II. B. À l'extérieur du Québec.** |

| | Coûts |
|---|---|
| Photocopie | 0 $ |
| Mobilier de bureau et ameublement | 0 $ |
| Décoration et embellissement | 0 $ |
| Distributeurs d'eau de source | 0 $ |
| Frais de transport, d'hébergement et de repas | 2 921 $ |
| Frais de fêtes (aucun frais d'alcool) | 0 $ |
| Congrès, colloques et perfectionnement au Québec | 666 $ |
| Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec | 0 $ |
| **Total** | **3 587** $ |

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

| | |
|---|---|
| Question 12 | **De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du Ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du Ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**<br><br>**A. Le coût des contrats téléphoniques;**<br>**B. Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le Ministère ou l'organisme;**<br>**C. Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le Ministère ou l'organisme;**<br>**D. Les coûts de résiliation, s'il y a lieu;**<br>**E. Le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);**<br>**F. Le coût d'acquisition des appareils;**<br>**G. Le coût d'utilisation des appareils;**<br>**H. Les noms des fournisseurs;**<br>**I. Les ordinateurs portables;**<br>**J. Les iPad ou autre type de tablette électronique.** |

| | Coût |
|---|---|
| Le coût des frais d'itinérance | 0 $ |
| Le coût lié aux dépassements des forfaits de données | 0 $ |
| Les coûts de résiliation | 522 $ |

Pour les sous-questions a), f), g), h) les réponses sont incluses dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère ou de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25) : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/.

| | |
|---|---|
| Question 13 | **Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :**<br><br>**A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;**<br>**B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;**<br>**C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**<br>**D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**<br>**E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :**<br>**– le coût moyen par employé, selon la classe de travail;**<br>**F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**<br>**G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;**<br>**H. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;**<br>**I. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**<br>**J. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**<br>**K. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**<br>**L. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**<br>**M. Le nombre d'employés permanents et temporaires;**<br>**N. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;**<br>**O. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;**<br>**P. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;**<br>**Q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.** |

**A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question 13 **Suite**

**C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**G. Le nombre de personne ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**H. Le nombre de personne et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du Ministère ou d'un organisme relevant du Ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1º de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

Question 13 **Suite**

**I. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**J. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**K. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**L. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**M. Le nombre d'employés permanents et temporaires**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**N. Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**O. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2022-2023 et les cinq années précédentes**

Cette donnée n'est pas disponible.

**P. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# Question 13

Suite

**Q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région**

| Régions | Postes vacants |
|---|---|
| Bas-Saint-Laurent | 0 |
| Saguenay–Lac-Saint-Jean | 0 |
| Capitale-Nationale | 1 |
| Mauricie | 0 |
| Estrie | 0 |
| Montréal | 5 |
| Outaouais | 0 |
| Abitibi-Témiscamingue | 0 |
| Côte-Nord | 0 |
| Nord-du-Québec | 0 |
| Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 0 |
| Chaudière-Appalaches | 0 |
| Laval | 0 |
| Lanaudière | 0 |
| Laurentides | 0 |
| Montérégie | 0 |
| Centre-du-Québec | 0 |
| **Total** | **6** |

| | |
|---|---|
| Question 14 | **Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :**<br><br>**A. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**<br>**B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;**<br>**C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.** |

**A. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines**

Pour l'exercice 2022-2023, aucun taux de remplacement n'a été fixé.

**C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

3 retraités.

| | |
|---|---|
| Question 15 | **Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :**<br><br>**A. L'emplacement de la location;**<br>**B. La superficie totale pour chaque local loué;**<br>**C. Le coût total de ladite location;**<br>**D. Les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**<br>**E. La durée du bail;**<br>**F. Le propriétaire de l'espace loué;**<br>**G. En cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;**<br>**H. La superficie totale réellement occupée;**<br>**I. La superficie inoccupée;**<br>**J. Le coût de location au mètre carré;**<br>**K. Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.** |

| L'emplacement de la location | Coût total | Superficie (m²) | Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2022 | Coût de résiliation | Durée du bail | Propriétaire de l'espace loué |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 400, boul. Jean-Lesage, bureau 450, Québec | 317 053 $ | 1 448 | 19 858 $ | 0 $ | Information SQI | Édifice Les Façades inc. |
| 5199, rue Sherbrooke Est, Aile A, bureau 3671, Montréal | 338 210 $ | 1 318 | 0 $ | 0 $ | Information SQI | Capreit 2 Limited Partnership |
| 100, rue Laviolette, RC 11, Trois-Rivières | 46 215 $ | 255 | 0 $ | 0 $ | Information SQI | Société québécoise des infrastructures |
| 3950, boul. Harvey, bureau 2.12, Saguenay | 40 005 $ | 190 | 2 778 $ | 0 $ | Information SQI | Société québécoise des infrastructures |
| 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 8.300, Gatineau | 34 536 $ | 132 | 0 $ | 0 $ | Information SQI | Société québécoise des infrastructures |
| 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.02, Sherbrooke | 31 549 $ | 134 | 6 678 $ | 0 $ | Information SQI | Société québécoise des infrastructures |
| 500, boul. des Laurentides, bureau 1614, Saint-Jérôme | 28 600 $ | 133 | 9 891 $ | 0 $ | Information SQI | Investissements Galeries des Laurentides Ltée |
| 255, avenue Principale, RC 03, Rouyn-Noranda | 10 424 $ | 52 | 0 $ | 0 $ | Information SQI | 9294-4189 Québec inc. |
| 337, rue Moreault, bureau 01, Rimouski | 14 207 $ | 92 | 14 209 $ | 0 $ | Information SQI | Société québécoise des infrastructures |
| 96, montée de Sandy Beach, bureau 1.02 B, Gaspé | 12 909 $ | 57 | 0 $ | 0 $ | Information SQI | Société québécoise des infrastructures |
| 456, rue Arnaud, bureau 1.05, Sept-Îles | 11 896 $ | 58 | 0 $ | 0 $ | Information SQI | 9074-9656 Québec inc. |

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27) : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/depenses/bail/.

| | |
|---|---|
| Question 16 | **Concernant les actifs immobiliers excédentaires du Ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :**<br><br>**A. La liste des actifs excédentaires inoccupés;**<br>**B. La valeur estimée de ceux-ci;**<br>**C. Les coûts d'entretien annuel;**<br>**D. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 17 | **Pour la Direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**<br><br>**A. Les dates des travaux;**<br>**B. Les coûts;**<br>**C. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.** |

Aucune.

| | |
|---|---|
| Question 18 | **Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :**<br><br>**A. La date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;**<br>**B. Le titre de la fonction;**<br>**C. L'adresse du port d'attache;**<br>**D. La masse salariale totale par cabinet;**<br>**E. Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**<br>**F. La prime de départ versée, le cas échéant;**<br>**G. La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;**<br>**H. La description de tâches;**<br>**I. Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;**<br>**J. Le nombre total d'employés au cabinet;**<br>**K. Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;**<br>**L. S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 19 | **Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du Ministre, du Ministre délégué, du Ministère ou de l'organisme, en indiquant :**<br><br>**A. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**<br>**B. La circonscription électorale;**<br>**C. Le montant attribué;**<br>**D. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le Ministère ou l'organisme.** |

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère ou de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 26) : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/.

| | |
|---|---|
| Question 20 | **Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le Ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**<br><br>**A. Le nom de la personne;**<br>**B. Le poste occupé;**<br>**C. Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**<br>**D. L'assignation initiale et l'assignation actuelle;**<br>**E. La date de l'assignation hors structure;**<br>**F. La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;**<br>**G. Les prévisions pour 2023-2024.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 21 | **Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**<br><br>**A. Le poste initial;**<br>**B. Le salaire;**<br>**C. Le poste actuel, s'il y a lieu;**<br>**D. La date de mise en disponibilité;**<br>**E. Les prévisions 2023-2024.** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 22 | **Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le Ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**<br><br>**A. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**<br>**B. Par catégorie d'âge;**<br>**C. Prévisions 2023-2024.** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 23 | **Liste du personnel rémunéré par le Ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**<br><br>**A. Le nom de la personne;**<br>**B. Le poste occupé et le nom de l'organisme;**<br>**C. Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;**<br>**D. L'assignation initiale;**<br>**E. L'assignation actuelle;**<br>**F. La date de l'assignation hors structure;**<br>**G. La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 24 | **Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du Ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :**<br><br>**A. Le coût de chacun;**<br>**B. Le fournisseur;**<br>**C. La nature du service;**<br>**D. S'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.**<br><br>**Ventiler le montant total par catégories.** |

| Fournisseur | Coût | Description |
|---|---|---|
| Éditions Protégez-Vous inc. | 2 448 $ | Revue – abonnements à la revue Protégez-Vous |
| Éditions Wilson et Lafleur inc. | 4 594 $ | Publication – abonnements annuels et mises à jour (Code civil du Québec, Code de procédure civil, Code criminel) |
| I.C.I. Influence communication inc. | 14 964 $ | Publication (Revue de presse électronique – Médias électroniques) |
| Jurismédia inc. | 650 $ | Publications imprimées – supports imprimés |
| Lexisnexis Canada inc. | 171 $ | Publication et mises à jour (Jurisclasseur Québec) |
| Publications mass-média inc. | 2 150 $ | Publication (Le Courrier parlementaire) |
| Société québécoise d'information juridique | 28 586 $ | Publication (Plumitif et banque de jurisprudence) |
| Thomson Reuters Canada Limitée | 2 525 $ | Publication et mise à jour (Manuel de preuve pénale, Répertoire de jurisprudence pénale et Loi sur l'accès à l'information) |

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

| | |
|---|---|
| Question 25 | **Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le Ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.** |

Aucune.

| | |
|---|---|
| Question 26 | **Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :**<br><br>**A. Le nom du site Web;**<br>**B. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;**<br>**C. Les coûts de construction du site;**<br>**D. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;**<br>**E. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);**<br>**F. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);**<br>**G. Les coûts liés à la réservation de noms de domaines;**<br>**H. La fréquence moyenne de mise à jour;**<br>**I. Le responsable du contenu sur le site.** |

| Adresse du site Internet : www.opc.gouv.qc.ca | |
|---|---|
| **Sujets** | **Détails** |
| **Nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site** | Le site Web actuel a été mis en ligne en 2013 par l'agence QC Média |
| **Coûts de construction du site** | Aucun coût en 2022-2023 |
| **Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** | Hébergement AWS : 6 124 $<br>Hébergement des prestations électroniques de services sécurisées : 15 150 $<br>Entretien et mise à jour : 11 008 $ |
| **Coûts de modernisation ou de refonte** | Aucun coût en 2022-2023 |
| **Coûts liés à la réservation de noms de domaines** | 342 $ |

| | |
|---|---|
| Question 27 | **Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :**<br><br>**A. Les régions et les villes visitées;**<br>**B. Les personnes et organismes rencontrés;**<br>**C. Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;**<br>**D. Les raisons du déplacement;**<br>**E. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;**<br>**F. Les coûts ventilés;**<br>**G. Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.** |

Aucune.

| | |
|---|---|
| Question 28 | **La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :**<br><br>**A. Le détail des mandats;**<br>**B. Le coût (déplacements, etc.);**<br>**C. Le nombre de ressources affectées;**<br>**D. Le nombre de rencontres;**<br>**E. Le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;**<br>**F. L'objet;**<br>**G. Les dates.** |

Aucun.

| Question 29 | **Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du Ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.** |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| Question 30 | **Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.** |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 31 | **L'inventaire complet des services tarifés que le Ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du Ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du Ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.** |

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et des organismes.

| Question 32 | **Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.** |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 33 | **Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le Ministère ou l'organisme.** |

Aucune.

| | |
|---|---|
| Question 34 | **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.** |

Aucun.

| Question 35 | **Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.** |
|---|---|

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

| | |
|---|---|
| Question 36 | **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 37 | **Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 38 | **La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| Question 39 | **Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.** |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 40 | **Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :**<br><br>**A. La dépense totale (opération et capital);**<br>**B. Les grands dossiers en cours;**<br>**C. Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;**<br>**D. Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;**<br>**E. Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.** |

A. Pour l'Office de la protection du consommateur, la dépense totale en ressources informationnelles pour 2022-2023 (opération et capital) s'élève à 2 386 400 $.

B. Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet : https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/).

D. et E. La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 41 | **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 42 | **Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :**<br><br>**A. La dépense totale relative au paiement des cotisations;**<br>**B. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;**<br>**C. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.** |

| Nom de l'association | Nombre de personnes | Nom de la directive | Coût total |
|---|---|---|---|
| Association sur l'accès et la protection de l'information | 1 | 6-79 | 330 $ |
| Barreau du Québec | 17 | Lettre du SCT au président de l'Association des juristes de l'État | 24 804 $ |
| Chambre des notaires du Québec | 1 | Lettre du SCT au président de l'Association des juristes de l'État | 1 914 $ |
| Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail | 1 | 6-79 | 1 493 $ |
| **Total** | | | **28 541 $** |

| | |
|---|---|
| Question 43 | **Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le Ministère ou l'organisme, indiquer :**<br><br>**A. La date;**<br>**B. La nature;**<br>**C. Les questions posées;**<br>**D. Les réponses;**<br>**E. La firme retenue;**<br>**F. Les coûts.** |

| Firme | Coût |
|---|---|
| BIP Recherche inc. | 31 755 $ |

| Question 44 | **Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le Ministère ou l'organisme, indiquer :**<br><br>**A. Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;**<br>**B. Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.** |
|---|---|

| Diffusion par : | Montant | % |
|---|---|---|
| Médias communautaires | 0 $ | 0 |
| Internet et les médias sociaux | 11 976 $ | 100 |

| Question 45 | **Tout montant dépensé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du Ministère ou de l'organisme.** |
|---|---|

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 46 | **Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :**<br><br>**A. Fournir tout scénario et étude réalisée par le Ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;**<br>**B. Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du Ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;**<br>**C. Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.** |

La réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation.

| | |
|---|---|
| Question 47 | **Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :**<br><br>**E. Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.** |

Aucun budget supplémentaire prévu. Les actions du plan d'action sont intégrées dans les activités de l'Office. La réalisation des actions est en cours.

Le *Plan d'action à l'égard des personnes handicapées* est disponible sur le site Internet de l'Office : https://cdn.opc.gouv.qc.ca/media/documents/a-propos/publication/Plan_action_pers_handicapees/PAPH_2021-2023.pdf.

| | |
|---|---|
| Question 48 | **Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :**<br><br>**H. Plan d'action de développement durable.** |

Aucun budget supplémentaire prévu. Les actions du plan d'action sont intégrées dans les activités de l'Office. La réalisation des actions est en cours.

Le *Plan d'action de développement durable* est disponible sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/a-propos/office/developpement-durable/.

| | |
|---|---|
| Question 49 | **Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :**<br><br>**I. Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.** |

L'information concernant le Plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

| | |
|---|---|
| Question 50 | **Pour chaque mesure sous la responsabilité du Ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :**<br><br>**A. Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 51 | **Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du Ministère ou de l'organisme :**<br><br>**A. Nombre total d'employés au sein du Ministère ou de l'organisme;**<br>**B. Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;**<br>**C. Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;**<br>**D. Proportion de l'effectif total du Ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;**<br>**E. Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.** |

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la *Politique-cadre en matière de télétravail* qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

| Question 52 | **Sommes dépensées par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.** |
|---|---|

Les sommes dépensées en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail totalisent 1 599 $.

| | |
|---|---|
| Question 53 | **Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du Ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :**<br><br>**A. Les sommes dépensées;**<br>**B. Le nombre de demandes au programme d'aide aux employés (PAE);**<br>**C. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.** |

A. Les sommes dépensées pour des mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale sont de 559 $.

C. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière sont de 559 $.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https//seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| | |
|---|---|
| Question 54 | **Pour tout contrat accordé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :**<br><br>**A. Copie du contrat;**<br>**B. Date de fin prévue du contrat;**<br>**C. Valeur prévue du contrat;**<br>**D. Sommes dépensées à ce jour.** |

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| | |
|---|---|
| Question 55 | **Pour tout contrat accordé par le Ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :**<br><br>**A. Copie du contrat;**<br>**B. Date de fin prévue du contrat;**<br>**C. Valeur prévue du contrat;**<br>**D. Sommes dépensées à ce jour.** |

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| Question 56 | **Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.**<br><br>**A. Nombre de stagiaires reçus;**<br>**B. Heures de stages effectués;**<br>**C. Rémunération totale déboursée.** |
|---|---|

| Stagiaires | Rémunération |
|---|---|
| 12 | 68 741 $ |

| Question 57 | **Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.** |
|---|---|

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| Question 58 | **Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.** |
|---|---|

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| Question 59 | **Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entrainées par la pandémie de COVID-19.** |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 60 | **Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.** |

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| Question 61 | **Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.** |
|---|---|

L'Office ne perçoit qu'exceptionnellement le montant des amendes découlant des constats d'infractions aux lois dont la présidente de l'Office est chargée de surveiller l'application.

En effet, les seules amendes perçues par l'Office sont celles versées à la suite d'un plaidoyer de culpabilité du contrevenant avant l'expiration du délai de 30 jours suivant la signification des constats d'infraction. En l'absence d'un plaidoyer de culpabilité dans ce délai de 30 jours, le dossier est alors transféré pour traitement par le Directeur des poursuites criminelles et pénales dans le district judiciaire concerné. La grande majorité des amendes, le cas échéant, sont versées par la suite et perçues par le Bureau des infractions et des amendes (B.I.A.).

Le montant des amendes perçues par l'Office entre le 1er avril 2022 et le 28 février 2023 est de 30 400 $. Notons que, durant cette même période, les condamnations liées aux poursuites pénales visant une infraction aux lois sous la responsabilité de l'Office s'élèvent à 260 371 $.

| Question 62 | **Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.** |
|---|---|

La réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur : https://www.opc.gouv.qc.ca/diffusion-information/contrats-et-engagements-financiers/.

| Question 63 | **Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.** |
|---|---|

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

| Question 64 | **Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.** |
|---|---|

**Pour les immeubles :** Aucune.

**Pour les biens meubles :** La valeur des biens meubles de l'Office s'établit à 36 714 $.

| Question 65 | **Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.** |
|---|---|

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 66 | **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**<br><br>**A. Le nombre d'autorisations;**<br>**B. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;**<br>**C. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;**<br>**D. Le montant accordé;**<br>**E. Les motifs de la demande.** |

Aucun.

| | |
|---|---|
| Question 67 | **Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2022-2023 :**<br><br>**A. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**<br>**B. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);**<br>**C. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**<br>**D. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.** |

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministère et organismes.

| | |
|---|---|
| Question 68 | **Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**<br><br>**A. Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**<br>**B. Fournir la liste des salaires versés.** |

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

## Question 69

**La liste des personnes et le mandat des comités formés par le conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

| Nom du comité | Mandat du comité | Liste des participants | Honoraires |
|---|---|---|---|
| Comité consultatif des agents de voyages | Conseiller le ministre responsable de l'application de la *Loi sur les agents de voyages* sur toute matière relative aux activités des agents de voyages et lui donner son avis sur toute question que le Ministre lui soumet relativement aux activités des agents de voyages. | M. André Allard<br>Mme Sylvie De Bellefeuille<br>M. Bernard Bussières<br>Mme Marie-Claude Champoux<br>Mme Laurence Marget<br>Mme Manon Martel<br>M. Claude St-Pierre | 0 $ |
| Conseil consultatif des consommateurs | Permettre à l'Office de consulter ses partenaires sur des questions liées à l'exercice des mandats de l'Office et favoriser l'échange et la discussion sur des sujets liés à la protection des consommateurs. | M. André Allard<br>Mme Nathalie Champagne<br>Mme Marie-Claude Champoux<br>M. Denis Falardeau<br>M. Gary Frost<br>Mme Yannick Labelle<br>M. Pierre-Claude Lafond<br>Mme Karine Robillard<br>Mme Sonia St-Pierre<br>Mme Marjorie Théberge<br>Mme Marie-Édith Trudel<br>M. Saïd Zouiten | 0 $ |
| Comité consultatif sur le commerce de détail | Permettre à l'Office de mieux connaître les préoccupations et les positions des commerçants sur les sujets liés à la protection des consommateurs ;<br>Favoriser l'échange et la discussion entre l'Office, les associations de consommateurs et les associations de commerçants ;<br>Favoriser la collaboration et la recherche de solutions aux problématiques de consommation et d'application des lois sur la protection du consommateur. | M. André Allard<br>M. Jean-François Belleau<br>M. Samuel Boily<br>Mme Marie-Claude Champoux<br>M. Gary Frost<br>M. Francis Bérubé<br>Mme Yannick Labelle<br>Mme Françoise Pâquet<br>Mme Véronique Parent<br>Mme Marjorie Théberge | 0 $ |